

Initiatives ministérielles

Chaque année, en Saskatchewan, se produit un télé-miracle. La station radiophonique régionale, CHAB, diffuse 36 heures de télé-miracle. La semaine dernière, l'un des annonceurs du téléthon, M. Mike Hardy, a recueilli plus de 7 200 \$ pour les gens de la Saskatchewan et, comme il le dirait lui-même, c'est une bonne nouvelle.

Du côté des mauvaises nouvelles, je dois dire que, à l'instar de la plupart des Canadiens, je suis très préoccupé par la politique du gouvernement en matière fiscale et budgétaire. L'orientation qu'a prise ces dernières années le gouvernement dans la gestion de ses finances est très inquiétante. Nous, néo-démocrates, avons certes contesté officiellement et très vivement, par exemple, la loi établissant la taxe sur les produits et services que nous considérons comme une mesure injuste et régressive dont nous réclamons la suppression.

On nous dit: «C'est bien beau de réclamer la suppression de la TPS, nous dit-on souvent, mais que proposez-vous en échange? Où allez-vous prendre l'argent? Qu'allez-vous faire?»

Nous avons proposé un tas de solutions de rechange et l'un de nos porte-parole en matière économique et député de Winnipeg a certes beaucoup fait pour amener notre parti à mettre au point des solutions de rechange. Le député d'Essex-Windsor s'est aussi dévoué dans le même sens. Ces dernières années, nous avons mis au point une véritable solution de rechange au plan économique. On avait laissé entendre à l'origine que la TPS entraînerait une hausse de 1,25 p. 100 des prix à la consommation, mais ceux-ci ont augmenté, en fait, de 2,6 p. 100. Le volume des ventes au détail a diminué de 5,3 p. 100. Les exportations ont baissé de 2,9 p. 100 et les importations se sont accrues de 5 p. 100.

De plus en plus de Canadiens vont magasiner outre-frontière pour ce que je considère comme des raisons valables, compte tenu de tous les avantages économiques qu'ils en retirent.

M. McCreath: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Sauf le respect que je vous dois, j'ai trouvé fort intéressants les propos du député, mais j'estime que les téléthons dans sa circonscription n'ont absolument rien à voir avec le projet de loi dont nous sommes saisis. Je suis d'avis que si le NPD s'était le moins intéressé à la question, il aurait délégué au moins un de ses représentants aux séances du comité législatif qui a étudié le projet de loi. Or, il n'en a pas envoyé un seul.

M. Laporte: Je ne pense pas que le NPD doive des excuses au député ni à qui que ce soit d'autre pour ses idées sur les impôts au Canada. Notre parti a été très efficace en présentant toutes sortes de solutions de rechange au gouvernement pour améliorer la situation financière de la plupart des Canadiens.

Prenons les gouvernements provinciaux qui sont dirigés par des néo-démocrates, comme celui de la Saskatchewan. On constate que ce sont des gouvernements responsables qui imposent des restrictions budgétaires, contrairement à l'ex-gouvernement conservateur de la Saskatchewan. Les conservateurs ont la réputation d'être des experts financiers et de savoir gérer l'économie, alors qu'en réalité ils ont tout simplement détruit l'économie de la Saskatchewan et sont en train de faire subir le même sort à celle du pays tout entier.

Les propos du député sont complètement injustifiés et témoignent tout à fait d'un esprit de parti qui ne profite à personne. Je trouve très déplorables des remarques de ce genre.

Quant à la TPS et aux autres taxes dégressives, le NPD a proposé nombre de solutions de rechange. Nous avons demandé que soient apportées des modifications aux taux d'imposition des sociétés afin que le Canadien moyen puisse survivre dans notre pays. Selon les Comptes publics du Canada, les recettes budgétaires provenant des sociétés sont passées de 20,1 p. 100, au début des années 60, à 16 p. 100 dans les années 70. Elles représentent maintenant 9 p. 100 environ de l'ensemble des recettes.

Au nom de l'équité fiscale, il va falloir modifier la loi de manière que les sociétés paient leur juste part des impôts. Monsieur le Président, nous n'avons pas relevé les taux d'imposition des sociétés, bien au contraire. J'estime que c'est ce qu'il faut faire en premier lieu.

• (1250)

Nous croyons aussi qu'il faut modifier les taux d'impôt progressif en vigueur. Des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu pourraient donner lieu à la situation où les contribuables gagnant 50 000 \$ par an paieraient le même montant d'impôt que ceux qui en gagnent 250 000 \$. La classe moyenne est imposée aux mêmes taux que la classe supérieure, ce qui n'est pas juste. Le régime fiscal doit être plus progressif, de sorte que les hauts salariés paieraient plus qu'ils ne le font maintenant. Ce n'est que justice.